

Penser une autre démocratie

Interview de Vincent de Coorebyter par Nathalie Caprioli

Aujourd'hui, le paysage politique semble brouillé. On parle de fatigue démocratique, de crise de confiance, de fin des idéologies. À côté de citoyens désabusés ou en retrait, certains, critiques et en rupture, cherchent un tout autre rapport avec la politique. Exemples : combiner le tirage au sort avec les élections, ou concevoir de nouveaux modèles de concertation.

Nathalie Caprioli : Dans son essai *Contre les élections*, David Van Reybrouck écrit qu'« il se passe une chose bizarre avec la démocratie : tout le monde semble y aspirer mais personne n'y croit plus ». Vous confirmez ce diagnostic : nous sommes acquis à l'idée de la démocratie mais pas à la pratique ?

Vincent de Coorebyter : Nous sommes de plus en plus clairement acquis à l'idée de démocratie, sur la base de deux de ses principes. D'une part, le principe de liberté : je décide par moi-même, ou je contribue aux décisions qui vont me concerner. D'autre part, le principe d'égalité : je n'accepte pas *a priori* la supériorité d'un dieu, d'un gouvernement, d'un chef. Nous sommes de plus en plus sensibles à ces deux principes dans une société individualiste qui met l'accent sur l'autonomie personnelle et donne les moyens aux individus d'activer largement leur autonomie.

C'est précisément parce que nous sommes acquis aux principes que nous sommes très exigeants par rapport à la réalisation. Or la pratique de la démocratie est forcément décevante. D'abord parce qu'à titre d'individus, nous ne pesons absolument pas dans le système. Il n'est pas vrai que chaque voix compte lors des élections. Chaque voix est comptée, mais elle ne pèse rien. Vous n'emportez la décision que si vous avez la chance qu'une masse suffisante d'autres personnes mettent les mêmes partis au pouvoir que vous et que ces partis réalisent le programme promis. Or cette convergence de vues, condition de la souveraineté populaire, est de moins en moins accessible. Pour la raison simple que la société est de plus en plus complexe, stratifiée, composée de multiples groupes sociaux qui se différencient par le genre, l'origine, la religion, les convictions, le métier, le mode de vie, l'âge... Par quel miracle existerait-il une volonté populaire cohérente qui pourrait se traduire dans une politique cohérente et dans laquelle la plupart des citoyens se reconnaîtraient ? Cela n'existe plus, à supposer que cela ait jamais existé.

D'où la perte de confiance des citoyens envers les politiques. La réciproque est-elle vraie aussi ?

Je parlerais de perte relative de confiance de la part des citoyens, car la confiance n'a jamais été absolue. Ce qui est positif : cela révèle une forme de vigilance, d'esprit critique. Ce qui

est moins positif, c'est lorsque cette méfiance structurelle, presque viscérale, non réfléchie, se traduit dans certains comportements que l'on observe aujourd'hui. Car à cette méfiance structurelle s'ajoute depuis quelques décennies une méfiance plus conjoncturelle dont on connaît les symptômes. D'abord, on vote de moins en moins, ou on vote avec des pieds de plomb ; ensuite, les enquêtes d'opinion placent les responsables politiques à un très bas niveau dans l'échelle de confiance. Bref, la méfiance est plus grande que jamais... même si je n'aime pas trop parler d'une « crise » de confiance parce que ce mot supposerait que la démocratie fonctionnait bien auparavant et qu'elle serait dans une mauvaise passe aujourd'hui pour des raisons temporaires. Je pense au contraire que ce régime est en tension permanente et qu'il engendre de l'insatisfaction de manière structurelle puisqu'il ne peut répondre pleinement aux principes de liberté, d'égalité et de souveraineté populaire.

Quant à la méfiance des politiques envers les citoyens, elle existe aussi mais elle est plus difficile à analyser. En effet, les politiques ne nous disent pas forcément ce qu'ils pensent, vu qu'ils sont souvent candidats à une nouvelle élection. En outre, l'élite politique était au départ une élite culturelle et sociale dont une partie d'entre elle a toujours jeté un regard méprisant sur le peuple. Aujourd'hui, l'écart s'est réduit en termes de culture et d'instruction, mais de nombreux politiques gardent le sentiment de détenir le savoir et l'expérience alors que le peuple est plus ou moins ignorant. De plus, ils se méfient du peuple parce qu'ils l'ont perdu. Quand vous voyez la vitesse à laquelle, dans plusieurs pays européens, une partie importante du monde ouvrier est passée de la gauche à l'extrême droite ou au populisme, on peut comprendre qu'une partie des responsables politiques en perde son latin et qu'ils se méfient du peuple puisque l'imprévisibilité du vote est massive.

Pour se guérir de cette fatigue démocratique, D. Van Reybrouck propose un modèle bi-représentatif obtenu en organisant à la fois des élections et un tirage au sort. Comment réagissez-vous à ce scénario ?

La première question est de se demander à quel problème on veut apporter une solution par l'usage du tirage au sort. L'intérêt, mais aussi la complication du livre de D. Van Reybrouck, est qu'il pointe trois problèmes. Il pointe d'abord un problème d'efficacité de l'action politique : les résultats escomptés ne sont pas là et cela se fait sentir de plus en plus nettement.

Il pointe aussi un problème de principe à l'encontre de la démocratie représentative : l'élection est en fait un système de type aristocratique qui permet de choisir les meilleurs. D. Van Reybrouck s'attaque ainsi à ce qui est, pour lui, l'élément non démocratique du système de la démocratie représentative, à savoir le principe même de l'élection.

Le troisième problème est le poids de la partitocratie. Une bonne partie de son livre prend pour cible non pas le fait que nous élisons des élites pour nous diriger, mais le fait que ces élites partocratiques gèrent la vie politique en fonction des intérêts de leur parti.

Je partage son approche du premier problème et je reconnais le troisième ; mais je suis moins convaincu par le deuxième. Après tout, ce serait une très bonne nouvelle si véritablement l'élection nous permettait de choisir les meilleurs, ce que ne pense manifestement pas la population ! Le point sur lequel j'ai un désaccord avec D. Van Reybrouck, c'est qu'il oublie que, le plus souvent, nous ne choisissons pas « les meilleurs » dans une élection, surtout en l'absence d'élection présidentielle. Nous choisissons les idées du parti dont nous sommes le plus proche, le modèle de société dans lequel nous nous reconnaissons.

Pour ces raisons, je suis moins sensible à certaines des qualités du tirage au sort. Parce que je ne crois pas que l'on doive rectifier un excès d'aristocratie dans notre système représentatif. Je n'ai pas l'optimisme de penser que l'élection sert à désigner les meilleurs, ou que nos élites, en Belgique, sont foncièrement différentes de la population qu'elles sont censées représenter.

Bref, je crois qu'il y a toujours une place pour un système électif traditionnel fondé non pas sur la sélection des meilleurs mais sur la sélection des idées. J'observe d'ailleurs que D. Van Reybrouck propose un système mixte : maintenir les parlements et les gouvernements existants mais les doubler de parlements de citoyens tirés au sort qui pourraient apporter un complément ou un correctif au système. Ce sur quoi je suis tout à fait prêt à le suivre, au moins intellectuellement.

Il s'agirait ainsi de donner plus de poids aux citoyens, en remettant en cause le clivage entre gouvernants compétents et gouvernés ignares ?

Effectivement, les citoyens peuvent davantage qu'auparavant jouer un rôle pertinent compte tenu du niveau global d'instruction et d'information, ce qui aurait paru une aberration il y a encore un siècle. Et ils sont censés savoir mener des débats de manière courtoise et rationnelle.

La différence majeure entre un parlement de citoyens et un parlement politique (il faut qu'il y en ait une, sinon ça ne sert à rien d'avoir deux instances au lieu d'une seule), c'est que par définition le parlement élu est composé sur la base de divisions idéologiques, chacun étant là pour faire valoir les idées, les priorités, les tabous de sa formation, là où les citoyens sont supposés être libres d'affiliation partisane.

À côté d'un monde de professionnels de la politique un peu trop intéressés par leurs intérêts partisans, un parlement de citoyens tirés au sort serait composé de volontaires supposés éclairés. Et donc, on espère éviter ainsi de prendre des décisions qui pour partie au moins reposent sur des jeux d'appareil, sur un clivage brutal et un peu guerrier entre majorité et opposition, ou on espère éviter des compromis qui sont des compromissions, des jeux cyniques de donnant-donnant. On peut espérer se débarrasser des jeux de pouvoir, des calculs, des rapports de force inhérents à une délibération entre des professionnels de la politique, et voir la délibération menée par des citoyens tirés au sort ne reposer que sur l'échange des meilleurs arguments. Les décisions ne seraient pas toujours très différentes de celles qu'un parlement traditionnel aurait pu prendre, mais elles ne seraient pas suspectes de répondre à un mobile préélectoral ou postélectoral.

Je prends un exemple belge : la manière kafkaïenne dont on a réglé en Communauté française la difficile question des cours de religion et du cours de morale non confessionnelle à l'école publique. On maintient les cours existants ; on doit tenir compte d'un arrêt très discutable de la Cour constitutionnelle stipulant que le cours de morale n'est pas neutre ; on ajoute un cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté mais qui prendra une heure pour certains élèves et deux heures pour ceux qui n'ont plus voulu des autres cours... C'est une construction horriblement compliquée, qui découle du fait que les partis qui décident sont chacun les héritiers d'une histoire, de clivages, de lignes rouges... Un parlement de citoyens pourrait raisonner de manière plus ouverte et décider éventuellement que la religion n'a pas sa place à l'école, pas plus qu'aucune autre conviction ; ou bien que le mercredi après-midi, tous les locaux sont disponibles pour ceux qui veulent sensibiliser les élèves à leurs idées. Et, par ailleurs, créer un cours de

philosophie ou de citoyenneté d'intérêt général sans se demander s'il est confessionnel, non confessionnel, neutre, pas neutre...

Je pense que les raisons sont réelles d'espérer non pas un renouveau mais des correctifs ou des décisions moins alambiquées venant d'un parlement de citoyens. Mais il s'agit là de raisons d'espérer, sans que l'on dispose de la preuve qu'un tel parlement prendrait des décisions à la fois différentes et opérationnelles. Car il existe des expériences malheureuses où des propositions législatives adoptées par un parlement de citoyens se sont avérées impraticables. Il y a donc une forme de relatif amateurisme dont il faut tenir compte.

Le tirage au sort est une option parmi d'autres pour développer une démocratie plus participative. Observez-vous d'autres mouvements contestataires qui ont les moyens de repenser la démocratie autrement ?

Pour répondre à votre question, il faut distinguer entre les déçus, d'une part, et d'autre part les opposants à la politique, ceux qui ont définitivement rompu, ou qui votent encore par colère et plutôt aux extrêmes. Il y a là une frange de l'électorat qu'il ne sera pas facile de réintégrer dans le jeu.

On ne doit pas confondre cette frange de l'électorat avec une autre partie dont le profil sociologique nous est relativement connu : des personnes critiques à l'égard du système politique et qui sont d'un niveau social et d'instruction élevé. Elles éprouvent assez de conscience des enjeux et d'envie d'implication pour se lancer dans des aventures parallèles plus ou moins originales. C'est dans cet univers qu'on retrouve, à ma connaissance, l'essentiel des partisans du système du tirage au sort, des parlements de citoyens, des forums délibératifs, etc. Ils ne veulent pas rompre avec la démocratie mais sont convaincus qu'on ne peut plus la laisser exclusivement aux mains des partis dits de gouvernement.

Il y a là des initiatives multiples et de nature très différente. On connaît un certain nombre de mouvements qui veulent à la fois contourner les partis et rassembler des citoyens sans proposer de participer au pouvoir. Le système est à ce point bloqué et impuissant face aux urgences de l'heure qu'ils se voient comme une alternative indispensable : pour eux, il faut permettre une tout autre contribution des citoyens que le bulletin de vote ou que le militantisme traditionnel. Ce sont des mouvements comme Nuit Debout en France, comme Tout autre chose en Belgique ou encore le G 1000 lancé en 2011.

Ils ont en commun de s'adresser au départ à tous les citoyens, quel que soit leur horizon idéologique, même si l'extrême droite se trouvera toujours mal à l'aise dans cet univers. Ils ne veulent surtout pas démarrer avec une feuille de route, avec des principes déjà affirmés qui cliveraient les participants. Les valeurs défendues sont souvent très larges, généreuses, consensuelles. Et l'objectif est de permettre à tous les citoyens de reprendre le travail délibératif à la racine. On s'autorise tous les sujets de discussion. C'est frappant aussi bien dans Tout autre chose que dans Nuit Debout, qui multiplie les commissions thématiques et veillent à ce que la qualité des processus délibératifs soit aussi grande que possible pour que chacun prenne la parole à égalité avec tous les autres.

Ces dynamiques révèlent-elles un manque d'espaces de concertation et de débats horizontaux dans notre société? Et en quoi créer des « parlements » hors du Parlement participe-t-il à renforcer la démocratie?

Je ne suis pas du tout convaincu que ces réponses à la situation actuelle traduisent un manque d'espaces de délibération. En Belgique, en tout cas, nous en sommes saturés. Si vous faisiez la liste des conseils consultatifs en tout genre que compte la Belgique fédérale, je suis sûr qu'ils se comptent par milliers! Si vous pouviez dresser la liste de toutes les personnes qui participent d'une manière ou d'une autre à une instance consultative ou qui sont associées à un processus formel de décision politique, ça se compte par dizaines de milliers. À quoi il faut ajouter des lieux de concertation à l'échelle locale: conseils communaux de citoyens, procédures obligatoires de consultation pour l'aménagement du territoire, conseils des aînés, conseils de la jeunesse, conseils des enfants, conseils de participation dans les écoles, etc. Le citoyen qui veut s'impliquer dans une structure consultative ou délibérative n'a que l'embarras du choix.

Je pense que le problème est ailleurs. D'une part, un certain nombre de ces lieux ne sont que consultatifs; on peut très vite être frustré par le fait de ne pas peser sur une décision. Ça ne mange pas forcément de pain d'avoir un débat très ouvert entre le bourgmestre, l'échevin de la Culture et une partie de la population représentée par le conseil culturel si, en définitive, le bourgmestre ou l'échevin décide de l'essentiel de l'affectation des budgets à l'intérieur du collège communal. D'autre part, des frustrations sont liées au fait que ces lieux de consultation fonctionnent eux-mêmes de manière traditionnelle. Je ne crois donc pas que c'est le manque d'espaces qui joue mais plutôt le fait que ces espaces ne débouchent pas forcément sur des décisions concrètes ou sont d'abord dominés par des professionnels.

Un mouvement comme Tout autre chose a, de toute évidence, le sentiment qu'il faut ouvrir les portes et les fenêtres des débats. Mais on connaît le risque majeur que court ce type de construction: c'est que l'ouverture finisse par produire son propre effet pervers, à savoir de rester dans l'indétermination, dans l'incapacité de trancher, dans le refus de se donner un programme précis. Autre élément de contraste volontaire avec le système politique: on veut ne pas avoir de chef. Or, au moment où il faut commencer à travailler à l'action, ce ne sont plus des assemblées de centaines de personnes qui votent à main levée ou par un rituel défini qui peuvent rencontrer en délégation un ministre. Il va bien falloir confier un certain pouvoir à telle ou telle personne, s'engager dans le jeu traditionnel de la politique, qui suppose qu'il y ait des représentants, des têtes qui dépassent, et des représentés.

On voit bien que ce type d'alternative est fondé sur ces principes individualistes et démocratiques par lesquels j'ai commencé: liberté, égalité. L'idée que « Je ne laisse pas quelqu'un d'autre décider à ma place » peut poser problème en bout de course. Certains mouvements se transforment malgré tout en partis politiques plus classiques, comme Podemos en Espagne. Tout comme il existe des milliers de groupements de citoyens actifs, voire activistes, menant des combats contre des dominations multiples. La société est au moins aussi vivante en termes de forces d'implication qu'elle ne l'a jamais été. Je dis « au moins » au sens du nombre, de la diversité de structures et des formes d'implication.

Le tableau n'est pas si noir. Par contre, je partage les diagnostics les plus inquiets sur la capacité d'efficacité du système établi. Parce que les grands défis qui se posent à la planète depuis quelques dizaines d'années ne sont pas en voie de résolution. Nous connaissons

depuis des décennies un chômage endémique, des déséquilibres majeurs sur le plan économique et social à l'échelle de l'Europe, l'accroissement des inégalités et de la précarité, l'affaiblissement de la protection sociale... Les défis environnementaux sont loin d'avoir été relevés à la hauteur des enjeux ; on est loin de vivre dans une planète pacifiée ; la question des migrations n'est toujours pas gérée d'une manière raisonnée... Et j'en passe.

Je fais le pari que si vous mettez plusieurs centaines de citoyens à la place des parlementaires belges des différents niveaux de pouvoir, ils ne seront pas plus efficaces, parce que les défis auxquels nous faisons face sont à certains égards inédits et d'une gravité qu'on n'a jamais connue dans l'histoire. Il est très difficile d'éviter les effets pervers du capitalisme, qui est un système par définition ouvert et non régulé à l'échelle mondiale, où les acteurs économiques décident en fonction de leurs intérêts et ont une capacité de décision proportionnelle à leur fortune et pas du tout à leur nombre. Une des antithèses de la démocratie réside dans le fonctionnement des sociétés privées.

Le désenchantement ou le sentiment d'impuissance sont donc des réactions normales. Et ce ne sont pas les parlements de citoyens qui vont tout régler. Je terminerai en évoquant cette idée particulièrement utopique mais qui fait son chemin : mettre en œuvre un parlement mondial qui engloberait même les générations futures, la nature, les animaux ! On en est là aujourd'hui, à se demander s'il ne faut pas transposer la démocratie à une échelle dont les contours défient l'imagination.

Cet article a été publié dans : *Agenda interculturel*, n° 331, juillet 2016, pages 4-7.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER, « Penser une autre démocratie », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1^{er} juillet 2016, www.crisp.be.